



L'IEDOM et le contrôle des conseillers en investissement financier

Une nouvelle mission vient d'être confiée à l'IEDOM par l'Autorité des Marchés financiers (AMF) ; elle concerne le contrôle des conseillers en investissement financier.

Conformément aux dispositions du code monétaire et financier relatives au recours à des tiers par l'AMF pour l'exercice de ses pouvoirs de contrôle et d'enquête, un protocole a été conclu entre l'AMF et l'IEDOM le 1^{er} février 2010.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité des pratiques appliquées en France métropolitaine où la Banque de France intervient déjà dans un cadre identique.

Créée par la loi 2003-706 de sécurité financière du 1^{er} août 2003, l'AMF, organisme public indépendant qui a succédé à la COB et au CMF, doté de la personnalité morale et disposant d'une autonomie financière, a pour missions de veiller :

- à la protection de l'épargne investie dans les instruments financiers et tout autre placement donnant lieu à appel public à l'épargne ; - à l'information des investisseurs ; - au bon fonctionnement des marchés d'instruments financiers.

Les compétences de l'AMF portent sur les opérations et l'information financière ; les produits d'épargne collective ; les marchés et leurs infrastructures ; les professionnels. L'AMF peut également procéder à des enquêtes et, en cas de pratiques contraires à son règlement général ou aux obligations professionnelles, prononcer des sanctions par l'intermédiaire de sa Commission de sanctions.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Engagements de crédit à l'économie

La ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, Christine Lagarde, a réuni le 11 février 2010 les dirigeants des cinq principaux réseaux bancaires pour tirer le bilan des engagements de crédit à l'économie des banques ayant bénéficié du soutien de l'Etat.

Les encours de crédit des 12 banques ayant signé une convention avec l'Etat ont progressé de 2,7 % en 2009. Ces banques s'étaient engagées à une croissance de leurs encours de crédit de + 3 % à + 4 % en octobre 2008. Les encours ont crû de 4,5 % pour les ménages et reculé de 1,1 % pour les entreprises. La progression a été de 2,7 % pour les TPE-PME, taux de croissance jugé insuffisant par Madame Lagarde qui a annoncé une priorité d'actions en faveur des TPE-PME en 2010 et demandé aux banques de prendre des engagements en matière de crédits aux TPE-PME avant la rencontre avec le Président de la République. Elle a également décidé de reconduire en 2010 le dispositif de suivi des encours de crédits pour chaque catégorie de crédit. Les banques se sont engagées à signer avec l'Etat des conventions pour la mise à disposition de leurs données d'encours de crédits.

Médiation du crédit aux entreprises

Au mois de janvier 2010, 891 entreprises ont saisi la Médiation du crédit, portant à 21 382 le nombre de dossiers déposés en médiation. En données cumulées, 82 % des dossiers déposés ont été pris en charge par les équipes de médiation. 84 % des dossiers éligibles sont désormais instruits et clôturés et le taux de la médiation réussie reste stable à 64 %. Au total, le dispositif de médiation du crédit aux entreprises a permis depuis son lancement de conforter près de 9 440 entreprises dans leur activité, de débloquer 2,4 milliards d'euros de crédit et de préserver 181 854 emplois en France.

Communiqués du ministère de l'Outre-mer

1 - Le FISAC (Fonds d'intervention des services, de l'artisanat et du commerce) dans les DOM

La ministre chargée de l'outre-mer, Marie-Luce Penchard, et le secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des PME, du tourisme, des services et de la consommation, Hervé Novelli, ont annoncé l'adaptation des règles du FISAC aux spécificités des DOM. Principal outil de politique publique en faveur du commerce de détail et de l'artisanat commercial, le FISAC a pour priorité la préservation et le développement d'un tissu d'entreprises de proximité. L'ensemble de la procédure, de l'instruction à la décision, sera désormais déconcentré au niveau des Préfets. Il sera également possible pour les projets d'opérations collectives de remplacer la participation financière des collectivités territoriales par les fonds structurels européens. Les hameaux et les bourgs ruraux de moins de 3 000 habitants, et non plus uniquement les communes comme c'est le cas au niveau national, seront désormais éligibles aux opérations collectives et d'aménagement en milieu rural ainsi qu'aux opérations individuelles. Un budget de 8 millions d'euros, spécialement dédié aux DOM, a été mis en place.

2 - Point d'étape sur le microcrédit en outre-mer

Madame Marie-Luce Penchard a reçu Madame Maria Nowak, Présidente et fondatrice de l'Adie (association pour le droit à l'initiative économique), pour faire un point d'étape sur le microcrédit en outre-mer ainsi que le bilan de la convention qui lie son association au ministère chargé de l'outre-mer sur la période 2009-2011. L'Adie est présente dans toute l'outre-mer à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon. Le montant de ses opérations outre-mer est passé de 2,3 millions d'euros de prêts en 2005 à 7,6 millions d'euros en 2009, soit 18,5 % de l'activité nationale. Au total, 9,2 millions d'euros ont été prêtés en 2009 (microcrédit, prêts d'honneur, dispositif Nacre...), pour un investissement global de 18,6 millions d'euros. La convention signée avec la ministre chargée de l'outre-mer en 2009 (subvention de 2 millions d'euros sur 3 ans) a permis de mener près de 3 000 actions d'accompagnement des microentrepreneurs (formation, suivi et conseil).

Publications

Bilan de la médiation bancaire

Le rapport 2008 du Comité de la médiation bancaire est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/cmb_bilan_2008.pdf

Publications de l'IEDOM

L'habitat à Mayotte

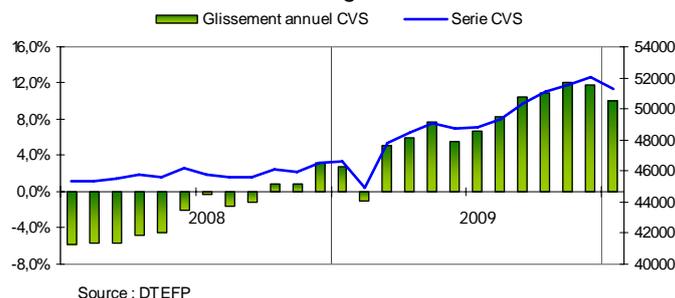
La note expresse n° 66 réalisée par l'agence de Mayotte est disponible sur notre site Internet (www.iedom.fr) rubrique Observatoire et financier - publications thématiques et sectorielles.

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Le nombre de demandeurs d'emploi diminue au mois de janvier

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en Guadeloupe et dans les Iles du Nord s'élève à 51 320 en janvier 2010, soit une baisse de 1,3 % en variation mensuelle. Cette diminution en janvier est en rupture par rapport à la tendance haussière du second semestre 2009. Elle est plus marquée en Guadeloupe qu'en Martinique (-0,4 %) et s'opère à l'inverse de la tendance de la France entière (+0,7 % en variation mensuelle). Pour autant, cela n'atténue que très faiblement la dégradation sur un an (+10 % de demandeurs d'emplois de catégorie A à fin janvier).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A

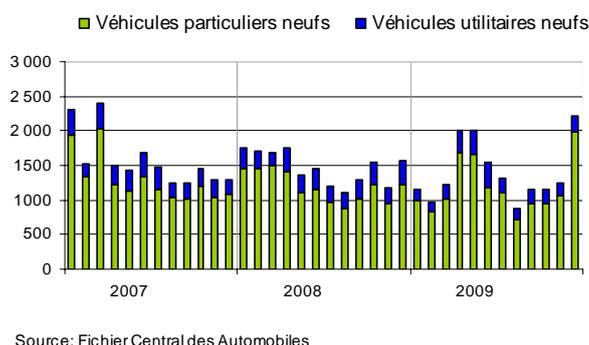


Légère reprise sur le marché automobile en fin d'année

Le marché automobile est morose sur l'année 2009. Les immatriculations de véhicules utilitaires comme de tourisme ont diminué par rapport à 2008.

En 2009, il est dénombré 14 084 immatriculations de véhicules neufs contre 14 295 en 2008, soit une baisse de 4,2 %. Les ventes de véhicules de tourisme neufs enregistrent -1,5 % par rapport à 2008 et les ventes de véhicules utilitaires neufs -15,8 %. Les marques étrangères restent les plus appréciées des consommateurs (66 % de part de marché) ainsi que les véhicules particuliers fonctionnant au gazole (51 % des ventes).

Immatriculation de véhicules neufs

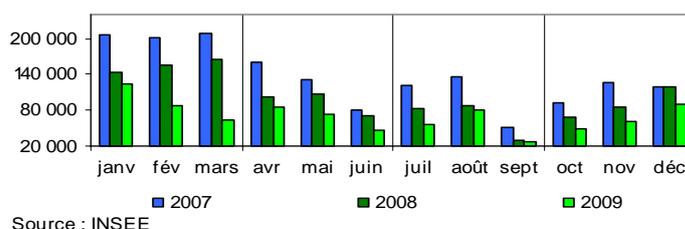


Le mois de décembre 2009 montre un léger redressement du marché de l'automobile grâce à la progression des immatriculations de véhicules particuliers neufs (+60 % en glissement annuel à fin décembre)¹. Les immatriculations de véhicules utilitaires neufs ont, pour leur part, baissé de 28 %. Cette amélioration pourrait être due à l'anticipation des ménages de la baisse de la prime à la casse à partir de janvier 2010.

L'activité touristique fin 2009 reste ralentie...

Malgré l'amorce de la haute saison, la fréquentation hôtelière reste modérée en décembre 2009. Le taux d'occupation des hôtels est de 54 %, soit un recul de 9 points par rapport à fin décembre 2008. Les indicateurs relatifs au nombre de chambres offertes (-4 %), à la durée moyenne de séjour (-10,3 %) et au nombre de nuitées (-23 %) sont tous orientés à la baisse sur un an.

Evolution du nombre de nuitées



Au mois de février 2010, le trafic de passagers (hors transit) est plus dense qu'en février 2009, soit +29,1 % en glissement annuel. En cumul depuis le début de l'année par rapport à 2009, le trafic augmente de 11,2 %. Les mouvements d'avions, en hausse de 9,9 % par rapport à février 2009, corroborent cette tendance. Néanmoins, le niveau atteint en février 2010 reste en deçà de celui de février 2008, avec une baisse du trafic de passagers de 10,9 % et de 23,9 % pour les mouvements d'avion.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Arrêt de la récolte 2010 de banane jusqu'en mai

Les pluies de cendres provoquées par la soufrière Hills de Montserrat le 11 février ont tapissé la Guadeloupe plusieurs jours durant, et ont ainsi recouvert bon nombre de parcelles de plantation de fruits et légumes sur le territoire. La banane a été particulièrement touchée : les silices contenues dans les cendres ont provoqué le brunissement de près de 20 000 tonnes de bananes. Le 23 février, le conseil d'administration du groupement des producteurs de banane de la Guadeloupe a décidé de suspendre la récolte jusqu'à fin mai. La perte est estimée à près de 15 millions d'euros.

Démarrage de la campagne sucrière 2010

La campagne sucrière 2010 a démarré après des négociations annuelles obligatoires (NAO) difficiles. Tous les acteurs de la filière espèrent que la récolte sera meilleure qu'en 2009 ; une année particulièrement mauvaise. La sole cannière restée sur pied à la fin de la campagne précédente sera la première à être exploitée, le temps de laisser les autres cannes pousser et acquérir une richesse saccharine suffisamment élevée pour être coupées à leur tour.

¹ Un biais statistique induit par le changement de système d'immatriculation mi-avril 2009 n'est pas à exclure.

Un nouveau sous préfet à Pointe-à-Pitre

Par décret du 11 février, Bernard Guérin a été nommé sous-préfet de Pointe-à-Pitre. Il a pris ses fonctions le 8 mars et remplace ainsi Marcel Renouf.

Publications

Les bulletins trimestriels de conjoncture économique et monétaire, n° 141 et n°142 portant sur le **quatrième trimestre 2009**, viennent de paraître et sont disponibles sur le site www.iedom.fr. Vous pourrez vous les procurer directement en les téléchargeant sur le site Internet www.iedom.fr ou par simple demande à l'adresse : ETUDES@iedom-guadeloupe.fr. Vous pouvez vous abonner à nos publications périodiques (bulletin trimestriel de conjoncture économique ou financière, lettre mensuelle...) au format PDF à la même adresse.

ACTUALITE REGIONALE

Première réunion pour le Codie

Le Comité pour l'Organisation et le Développement à l'International des Entreprises (CODIE) de la Guadeloupe s'est réuni pour la première fois à l'hôtel de Région à Basse-Terre le 27 janvier 2010. Le Codie a pour but de favoriser le dialogue entre les différents acteurs économiques de la Guadeloupe, susceptibles d'intervenir dans une démarche pérenne de développement à l'international des entreprises guadeloupéennes et de favoriser le partage des compétences, savoir-faire et ressources.

Fonds de Coopération Régionale (FCR) : l'appel à candidatures est lancé pour 2010

Le FCR a pour but d'intégrer et de promouvoir la Guadeloupe dans son environnement géographique caribéen. Ce fonds appuie ainsi des projets, des programmes d'échanges, de coopération impliquant un partenariat entre acteurs guadeloupéens et acteurs des pays voisins, le but étant de favoriser le développement économique, social et culturel du département. Plus d'informations : <http://www.guadeloupe.pref.gouv.fr>

PRINCIPAUX INDICATEURS

		Données brutes	Var. Mens.	Gliss. Ann.	
REFERENCE	Indice des Prix à la consommation - Janvier 2010	121,2	0,6%	2,2%	
	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A - Janvier 2010	51 320	-1,3%	10,0%	
	Commerce extérieur - chiffres provisoires				
	Exportations - (millions €) - Janvier 2010	9,87	-1,6%	-2,0%	
	- Cumul annuel	-	-	-	
	Importations - (millions €) - Janvier 2010	108,04	-47,4%	-19,3%	
	- Cumul annuel	-	-	-	
	Consommation d'électricité - GWh - Janvier 2010	144,5	-2,5%	9,1%	
- Cumul annuel	-	-	-		
Consommation d'électricité moyenne tension - GWh - Janvier 2010	35,6	-6,4%	23,9%		
- Cumul annuel	-	-	-		
VULNERA - BILITE	- Nombre de personnes physiques en interdit bancaire - Février 2010	22 910	-1,3%	-5,0%	
	- Nombre de dossiers de surendettement déposés - Février 2010	22	-12,0%	1000,0%	
	- Cumul annuel	47	-	123,8%	
	- Incidents de paiement sur effet - Février 2010	1 220,0	-3,0%	-55,2%	
	- Montant en milliers €	2 477	-	-99,9%	
	- Cumul	119	11,2%	-39%	
- Nombre	226	-	-36,0%		
- Cumul					
- Nombre de retraits (confiscations) de cartes bancaires - Février 2010	523	16,0%	115,2%		
SECTEURS D'ACTIVITE	TRANSPORTS	Trafic aéroportuaire			
		Nombre de passagers - (entrées + sorties) - Février 2010	152 550	-7,6%	29,1%
	- Cumul annuel	317 773	-	11,2%	
	Nombre de mouvements d'avions - (atterrissages + décollages) - Février 2010	1 929	-11,5%	9,9%	
	- Cumul annuel	4 113	-	-1,7%	
	Trafic portuaire (Cumul annuel) - chiffres provisoires				
	- Trafic net de marchandises (entrées + sorties) - Tonnes - Décembre 2009	2 801 050	-	-15,8%	
	- Nombre de passagers (entrées + sorties) - Décembre 2009	761 355	-	-4,2%	
	Aut automobile	Nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs - Décembre 2009	1 975,00	87,2%	60,0%
		- Cumul annuel	14 084,00	-	-1,5%
Nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires neufs - Décembre 2009		234,00	24,5%	-28,0%	
- Cumul annuel		2 792,00	-	-15,7%	
BTP	Consommation globale de ciment (tonnes) - Février 2010	18 755	1,0%	447,9%	
	- Cumul annuel	37 322	-	97,2%	
AGR	Exportations de bananes (tonnes) - Décembre 2009	5 143	0,2%	51,2%	
	- Cumul annuel	53 685	-	20,5%	

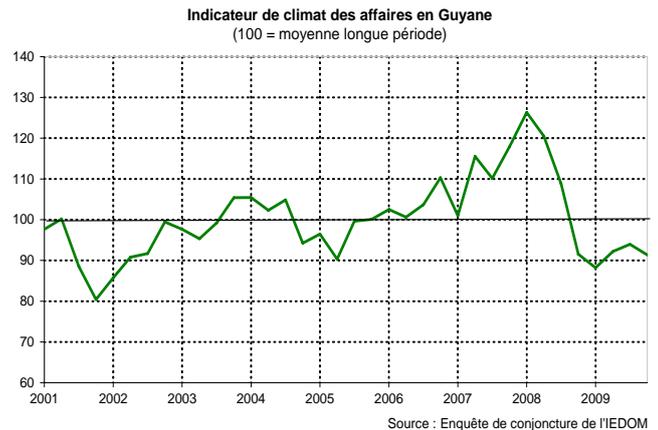
Sources : INSEE, DTEFP, Direction régionale des Douanes, EDF, IEDOM, Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes, Port Autonome de Guadeloupe, Commissariat général au Développement Durable, Lafarge Ciments Antillais, DDCCRF.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

L'activité économique de la Guyane affiche un repli au quatrième trimestre 2009

Après six mois successifs d'amélioration, l'activité économique en Guyane affiche un repli au quatrième trimestre 2009, confirmé par les résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM.

Les perspectives pessimistes énoncées lors de la précédente enquête se sont confirmées. Après deux trimestres consécutifs d'amélioration, **l'indicateur du climat des affaires (ICA)** s'est légèrement dégradé au 4^{ème} trimestre 2009. Toujours en dessous de sa moyenne de longue période, il se situe fin 2009 à un niveau proche de celui atteint fin 2008. Ce recul est imputable principalement aux soldes d'opinions relatifs à l'activité et aux délais de paiement. Les secteurs les plus touchés sont le BTP, l'agroalimentaire et le commerce. Ces derniers sont notamment impactés par la fermeture du pont du Larivot depuis la fin du mois de novembre 2009. Malgré la croissance plus modérée des prix sur l'année, la consommation a du mal à retrouver son niveau de 2008. La baisse des investissements se poursuit, mais la dégradation a été moins prononcée ce trimestre avec le bouclage d'opérations de défiscalisation. Pour le premier trimestre 2010, les protagonistes interrogés anticiperaient une quasi-stabilisation de leurs volumes d'activité.



Publications

Le **bulletin trimestriel de conjoncture économique** n° 141 portant sur le **quatrième trimestre 2009**, ainsi que la **note expresse** relative au **premier bilan économique de l'année 2009**, seront prochainement disponibles. Vous pourrez vous procurer directement en les téléchargeant sur le site Internet www.iedom.fr ou par simple demande à l'adresse : ETUDES@iedom-guyane.fr. Vous pouvez vous abonner à nos publications périodiques (bulletin trimestriel de conjoncture économique ou financière, lettre mensuelle...) au format PDF à la même adresse.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Visite du Président de la République

Le Président de la République, Nicolas Sarkozy, s'est rendu en Guyane le 18 février 2010. Après avoir visité un chantier de démolition-reconstruction, dans le cadre de la rénovation de la cité Eau Lisette, il a prononcé un discours sur l'avenir de la Guyane dans un nouveau cadre institutionnel. Parmi les principaux points de son allocution, on peut relever :

- la pérennisation de l'opération Harpie à partir du 1^{er} mars 2010 (le lancement de cette opération de lutte contre l'orpaillage clandestin avait débuté il y a 2 ans sur la demande du président de la République) ;
- la sortie d'un décret d'ici fin 2010 relatif à la mise en place du Schéma minier ;
- le vote par le Parlement du projet de loi sur la collectivité unique début 2011 ;
- la mise en place d'une cour d'appel de plein exercice courant 2011 ;
- la création de 200 postes d'enseignants supplémentaires à la rentrée prochaine (10 M€ seront destinés aux équipements scolaires) ;
- la construction de 2 centrales électriques, fonctionnant à partir de la biomasse, à Montsinéry et à Saint Georges (dans la continuité de celle mise en service en 2009 à Kourou) ;
- l'application aux communes de l'intérieur de la dotation de continuité territoriale pour la desserte aérienne (un amendement à la Loi pour le Développement Economique de l'Outre-mer a été déposé).

Le Président de la République a également rappelé les priorités fixées pour le département en matière de logement social, de lutte contre l'orpaillage clandestin et l'illettrisme. Enfin, après avoir évoqué la réparation du Pont du Larivot et sa prochaine réouverture (envisagée initialement le 3 avril 2010, mais effective depuis le 16 mars 2010), il a réaffirmé le souhait de faire du département un pôle d'attraction dans son environnement régional (ouverture du pont de l'Oyapock prévue début 2011) et de faire de la Guyane un centre d'acclimatation, de préparation et d'entraînement des équipes sportives françaises dans le cadre de la coupe du monde de football au Brésil (2014) et des jeux olympiques de Rio de Janeiro (2016).

Spatial

L'année 2010 s'annonce très dense pour l'activité de lanceurs du CNES. Sont prévus : 7 vols d'Ariane 5, le premier lancement de Soyuz depuis Kourou (pas avant fin 2010 a précisé le directeur général de la société Mir) et la qualification de la fusée Vega, ainsi que de nombreux lancements de satellites et instruments scientifiques spatiaux (Pleiades 1, Prisma, Megha-Tropiques, Cryosat2...).

L'année 2010 devrait aussi être celle du lancement des premières études sur la future fusée Ariane 6. Le projet de loi de finances correspondant à l'utilisation des fonds levés par le Grand Emprunt prévoit de consacrer 500 M€ au secteur spatial, directement apportés et gérés par le CNES.

Le CNES a fait le bilan de son action au service du développement de la Guyane. Au cours du précédent Contrat de Projets Etat-Région (CPER 2000-2006), le CNES avait généré 1 500 emplois hors spatial (notamment grâce à la mission Guyane qui en 10 ans a investi plus de 33 M€ et reçu plus de 3 000 porteurs de projets, pour plus de 300 concrétisés). Les résultats attendus du CPER 2007-2013 sont déjà favorablement orientés avec près de 1 000 emplois créés depuis 2 ans.

Depuis le début de l'année 2010, Arianespace a également signé 4 contrats de lancement de satellites.

Transport aérien

Le 15 février 2010, la compagnie aérienne surinamienne a arrêté ses vols entre Cayenne et Paramaribo à cause du faible trafic enregistré depuis son ouverture en août 2009, malgré les conditions tarifaires préférentielles consenties par la CCIG au nouvel opérateur.

Les vols commerciaux ont repris vers Haïti le 24 février 2010 à raison de deux vols par semaine.

Habitat

Afin de faire face aux difficultés engendrées par l'habitat insalubre et inciter les propriétaires à engager les travaux de réhabilitation nécessaires, le PACT (Association pour la Protection, l'Amélioration, la Conservation et la Transformation de l'Habitat) Guyane propose des subventions et des déductions fiscales. Plus de 10 000 logements en Guyane sont considérés comme insalubres. L'enveloppe s'élève à 6 M€ sur 4 ans, financée par l'Agence Nationale de l'Habitat et le Conseil Général. Les subventions représentent entre 30 et 80 % du montant de la rénovation.

Sur les 91 personnes évacuées mi juin 2009 de la colline de Baduel, 12 familles ont été relogées dans des logements sociaux.

Finances publiques

La Chambre Régionale des Comptes (CRC) a publié un rapport sur Saint-Laurent-du-Maroni mettant en lumière les difficultés financières auxquelles doit faire face la municipalité (dette de 14,3 M€). Pour la seule année 2008, le déficit était de 3,4 M€. La CRC souligne également que la situation comptable de la commune depuis 10 ans correspond à une situation de surendettement : pour financer les investissements, la municipalité a été contrainte d'emprunter, ce qui a accru l'encours de la dette. L'AFD a proposé un prêt de 8,5 M€ conditionné à un rétablissement de l'équilibre financier, et l'Etat, une subvention exceptionnelle de 10 M€. L'un des enjeux majeurs pour la municipalité est d'arriver à concilier les investissements pour les 35 000 habitants de la ville et la faiblesse de ses recettes fiscales (seulement 2 500 foyers fiscaux).

Chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits au Pôle emploi (DEFM Cat. A¹ CVS) est en baisse de 2 % sur trois mois mais progresse de 14 % sur un an (contre +18,4 % pour la France entière, +11,5 % à la Guadeloupe et Îles du Nord, +14 % à la Martinique et +12,8 % pour la Réunion). Cette dégradation affecte plus particulièrement les hommes âgés de 25 à 49 ans (un tiers des demandeurs supplémentaires) et les personnes de 50 ans et plus. Enfin, on compte 5 448 demandeurs d'emplois de plus d'un an soit 32,3 % des personnes recensées.

Le délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outre-mer, M. Patrick Karam, a annoncé, le 11 février, le lancement d'un portail Internet exclusivement dédié à l'emploi et à la création d'entreprises pour les ultramarins vivant en outre-mer et en métropole. Ce portail gratuit (www.e-deom.com) sera animé par l'association d'entrepreneurs ultramarins Gefdom et est destiné à réduire les discriminations et injustices sur le marché de l'emploi en outre-mer. Des conventions de partenariat ont été signées avec le Pôle Emploi, l'Agence pour la création d'entreprise, l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité et la Fédération des entreprises des départements d'outre-mer.

Agriculture

La Chambre d'Agriculture de Guyane était présente au salon international de l'agriculture qui s'est tenu du 27 février au 7 mars 2010. Plus de 4,5 tonnes de produits guyanais (dont 600 kg de ramboutans, 300 kg de parépous, 300 kg de papayes, 200 kg de maracujas, du poisson et du poulet boucanés) ont été envoyés sur place.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – janvier 2010 (Indice base 100 : année 1998)	122,3	- 0,2 % + 1,9 %
Emploi (Sources : DDETFP et ASSEDIC)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin décembre 2009 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin décembre 2009	14 624 6 082	- 2,6 % + 2,2 % + 13,9 % + 17,3 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin décembre 2009 Cumul 2009 des prestations nettes versées	10 501 64,1 M€	- 3,3 % + 3,9 % - 0,6 %
Commerce extérieur (Source : Douane)*	Exportations – décembre 2009 Cumul 2009 Importations - décembre 2009 Taux de couverture en cumul - à fin décembre 2009	6,5 M€ 120,0 M€ 87,1 M€ 944,7 M€ 12,7 %	- 67,2 % - 21,8 % + 19,4 % - 4,9 % - 52,6 % - 10,4 % + 3,2 point

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Espace (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin décembre 2009 Rappel cumul 2008	7 tirs Ariane 5 (12 satellites) 6 tirs Ariane 5 (10 satellites)
Riz (Sources : DAF Guyane et Douane)*	Production de riz (2 ^{ème} tranche 2009) Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin décembre 2009)*	7 048 tonnes (+ 17,8 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 4 146 tonnes (- 9,3 % sur un an) pour 1,5 M€ (- 41,9 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – février 2010 Cumul de janvier à fin février 2010	9 515 tonnes (+ 124,2 % sur un an) 13 758 tonnes (- 11,1 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douane)*	Prises de crevettes (cumul à fin décembre 2009) Exportations de crevettes (cumul à fin décembre 2009)	1 326 tonnes (- 11,4 % sur un an) 1 076 tonnes (- 10,6 % sur un an)
Or (Source : Douane)*	Exportations d'or (cumul à fin décembre 2009)	25,3 M€ (- 29,2 %)
Bois (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2009)	84 271 m ³ (+ 18,2 % sur un an)

* données provisoires

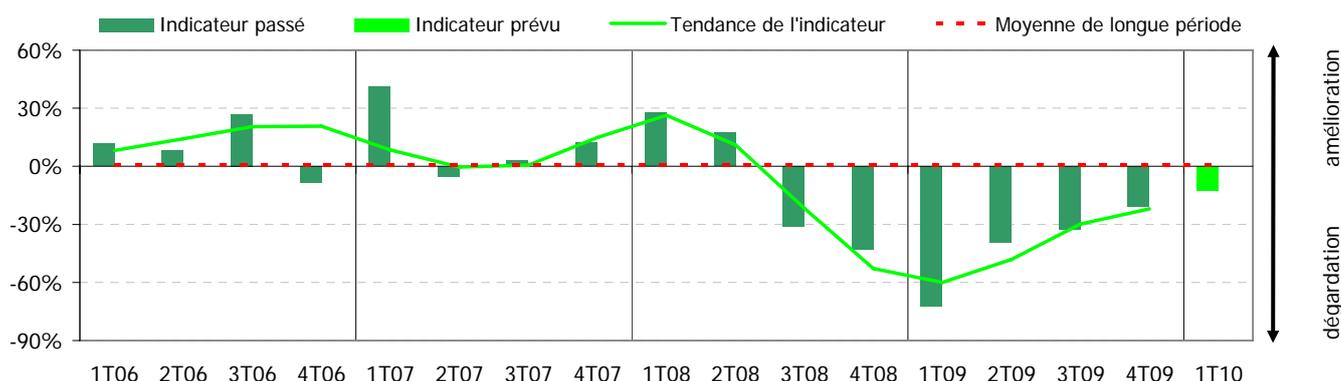
¹ Catégorie A (personne sans activité, ayant effectuée des actes positifs de recherche d'emploi), Catégorie A,B,C (actes positifs de recherche d'emploi et comprenant les personnes en activité réduite). A partir de février 2009, les demandeurs d'emploi sont présentés selon une nouvelle nomenclature. Les catégories 1,2,3,4,5,6,7,8 sont remplacées par les catégories A,B,C,D,E.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

L'économie martiniquaise a limité son repli au quatrième trimestre 2009

Selon l'enquête trimestrielle de conjoncture auprès de 124 entreprises, la fin d'année 2009 a été marquée par une moindre dégradation de l'activité économique. Toutefois, la période s'est caractérisée par une nouvelle augmentation des charges d'exploitation et une dégradation des trésoreries des entreprises. La consommation des ménages et l'investissement ont montré quelques signes de frémissement mais l'environnement économique reste fragile. Les secteurs du commerce et des services semblent tirer partie d'un début de reprise de l'activité, alors que la situation des secteurs du BTP et du tourisme est toujours déprimée.

Evolution des soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité



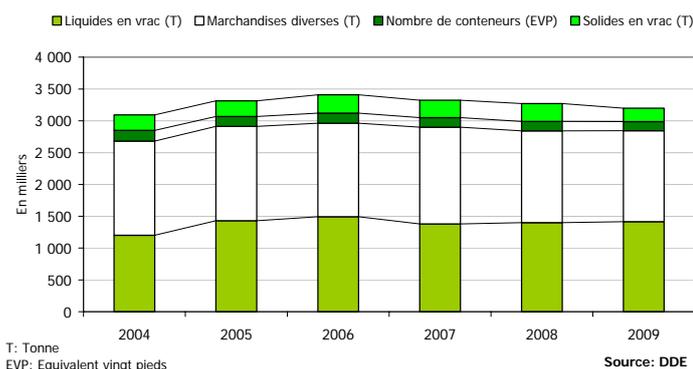
Source: Iedom

Le bulletin trimestriel, suivi de la conjoncture économique, sera en téléchargement sur le site internet de l'IEDOM (www.iedom.fr).

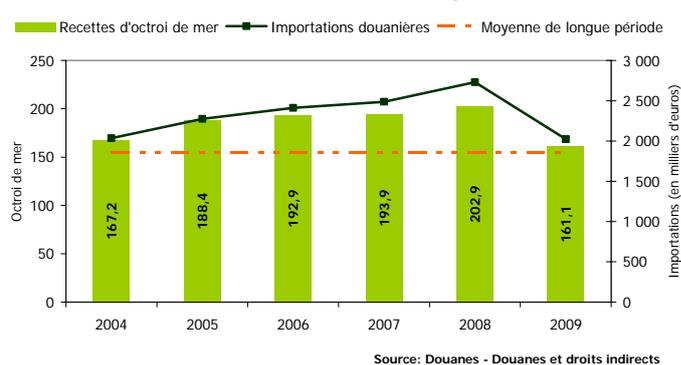
Port : une contraction des échanges ...

En 2009, le trafic global du port de Fort de France s'est replié de - 2,3 % par rapport à 2008. Dans le détail, le trafic des liquides en vrac s'est amélioré sur un an (+1,0 %), tandis que le trafic des solides en vrac a été nettement orienté à la baisse (- 25,8 %). Ce repli est essentiellement dû la contraction des entrées de clinker, soit - 33,4 % (produit utilisé dans la fabrication du ciment et du béton), en liaison avec la dégradation de l'activité du BTP. Le trafic de marchandises conteneurisées est caractérisé par une contraction plus modérée des volumes traités, tant au niveau des marchandises diverses (- 0,8 %) que du nombre de conteneurs (- 2,8 %).

Evolution du trafic portuaire de marchandises



Evolution de l'octroi de mer et des importations



Une collecte d'octroi de mer plus faible

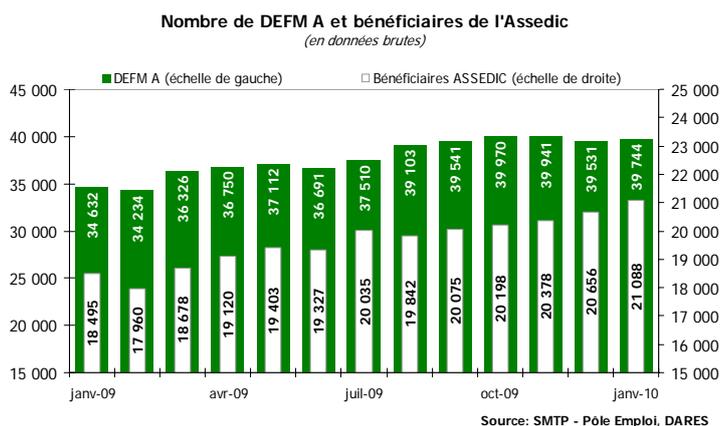
En 2009, les collectivités locales ont perçu 161,1 millions d'euros au titre de l'octroi de mer, soit -20,6 % par rapport 2008. Cette évolution est à rapprocher de la baisse conjointe des importations enregistrées par la Douane, sur la même période, soit - 25,9 %. Le niveau irrégulier de cette ressource fragilise le budget des communes pour qui elle constitue la première recette fiscale de financement.

Emploi : nouvelle progression du chômage

A fin janvier, le nombre de DEFM A poursuit sa progression (+ 14,8 % sur un an) pour atteindre 39 744 personnes. L'indicateur de chômage gagne ainsi 2,9 points sur un an pour s'établir à 24,2 %.

Parallèlement, à fin janvier 2010, 21 088 allocataires de l'Assedic sont recensés soit une augmentation de 14 % sur un an. Dans le détail, le nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage (ARE, AUD, ACA)¹ atteint 15 683 soit une progression de +21,0% sur un an.

En rythme mensuel, le nombre de DEFM A augmente de +0,5 % par rapport à décembre 2009, tandis que le nombre de bénéficiaires de l'Assedic progresse de +2,1 %.



ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Stabilisation des encours de crédit des établissements locaux

Au 31 décembre 2009, le montant total des concours bruts octroyés aux agents économiques par **les établissements de crédit installés localement** atteint 5,3 milliards d'euros (- 0,1 % au 4^{ème} trimestre et - 0,4 % sur un an). L'encours sain (4,8 milliards d'euros), stagne au 4^{ème} trimestre (- 0,1 % et - 1,6 % sur un an).

Légère reprise des encours de crédits aux ménages ...

L'encours sain des **crédits aux ménages** (2,6 milliards d'euros), principale clientèle des établissements de crédit locaux, progresse de 1,4 % au quatrième trimestre (+0,5 % en 2009). L'encours des crédits à l'habitat enregistre une légère reprise au quatrième trimestre (+1,9 %, +3,6 % en 2009), avec probablement comme en métropole, une meilleure orientation du marché immobilier en fin d'année. Le regain de consommation des ménages, constaté au dernier trimestre, avec notamment la hausse des ventes de véhicules neufs, a permis un léger rebond de l'encours des crédits à la consommation (+ 0,4 % sur le trimestre, - 5,1 % sur l'année).

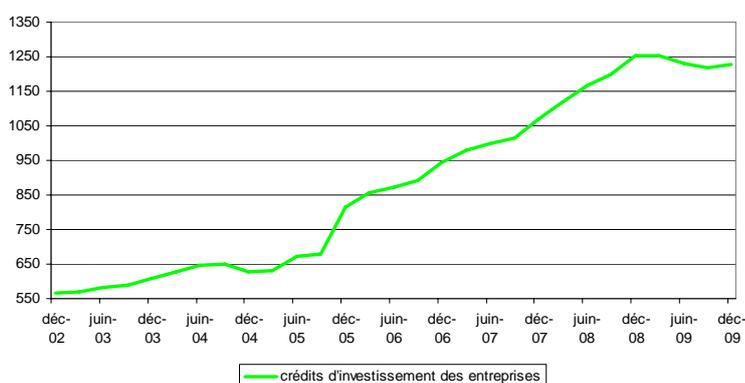
... mais faiblesse des crédits aux entreprises.

Au quatrième trimestre, l'encours sain des **crédits aux entreprises** diminue de - 2,9 % (- 4,2 % sur l'année).

L'encours des crédits de trésorerie atteint un plus bas historique depuis 2005, à 171 millions d'euros (- 11,2 % au 4^{ème} trimestre et - 27,2 % sur l'année).

L'encours des crédits d'investissement connaît une évolution modérée au 4^{ème} trimestre (+0,7 %), sur un an l'encours diminue de -2,3 %. La crise économique et les incertitudes autour de la question institutionnelle ont créé un attentisme défavorable à l'investissement des entreprises sur l'année 2009.

Evolution de l'encours des crédits d'investissement des entreprises



Source : Iedom

ACTUALITE REGIONALE

Visite du Président de la République

Le Président de la République était en Martinique les 17 et 18 février, après une visite à Haïti. Il a rendu hommage aux secouristes qui sont intervenus en Haïti et a prononcé un discours sur l'avenir institutionnel de l'île. Le débat institutionnel est clos, après le choix des électeurs d'une collectivité unique dans le cadre de l'article 73. La date de mise en place de la collectivité unique (en 2012 ou 2014) reste ouverte. Un choix devra être également fait sur la nature de l'exécutif de la nouvelle collectivité (unique ou collégial). Enfin, le Président de la République a indiqué sa volonté de limiter le nombre de conseillers territoriaux. Une loi sera déposée devant le Parlement fin 2010 pour être votée dans le courant du premier semestre 2011. D'ici là, les élus locaux et le gouvernement travailleront ensemble sur le sujet.

¹ ARE : Allocation Retour à l'Emploi, AUD : Allocation Unique Dégressive, ACA : Allocation Chômeurs Agés

Plan de soutien aux agriculteurs

Annoncé le 9 février, un plan de soutien exceptionnel de 600 000 euros permettra aux agriculteurs de recevoir des prêts et de bénéficier d'allègements de charges. Ce plan est pris en charge par la Direction de l'Agriculture et de la Forêt ; l'IEDOM intervenant en tant que médiateur du crédit.

Fonds européens

Réuni le 5 février, le comité de suivi des fonds a pu faire le bilan de la période 2000-2006 et le point sur l'avancement des programmes pour la période 2007-2013. La quasi-totalité des fonds européens ont été utilisés (98,8 %), soit environ 700 millions d'euros sur la période 2000-2006, tous fonds et investisseurs confondus. En ce qui concerne les programmes 2007-2013, il y aura une obligation minimale de dépense, pour recevoir des fonds du FEDER.

Comité d'Accompagnement des Entreprises du Tourisme

Le Comité d'Accompagnement des Entreprises du Tourisme (CADET) s'est réuni le 3 mars 2010, à l'IEDOM, en présence des représentants des professionnels du secteur touristique et des services de l'Etat en charge de la mise en œuvre du plan Corail. Les membres du Comité ont examiné la conjoncture économique du secteur en 2009, et les premières tendances de la saison 2010. Les représentants des services de l'Etat ont rappelé les dispositifs d'accompagnement des entreprises en difficulté, tant sur le volet « charges sociales » que sur celui de la fiscalité. Ils ont précisé que les dispositions du plan Corail étaient accessibles aux entreprises **jusqu'au 31 mars 2010** concernant les charges sociales. Par ailleurs, les professionnels ont demandé que les charges sociales de l'exercice 2009 puissent être prises en compte au même titre que les années antérieures, en raison de la faiblesse de l'activité économique.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- janvier 2010	122,6	+0,5 %	+0,8 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- janvier 2010	39 744	+0,5 %	+14,8 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- janvier 2010	24,2 %		+2,9 points
Allocation Chômage (source : Assedic)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- janvier 2010	14 799	+2,7 %	+18,7 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2009	28 630	nd	+1,6 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- janvier 2010	171,2	-24,2 %	+5,5 %
	Exportations (en M€)	- janvier 2010	27,2	-20,8 %	-8,6 %
	Taux de couverture mensuel:		15,9 %		-2,4 points
Grande distribution (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990)	- janvier 2010	276	-27,9 %	+2,8 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- janvier 2010	41,7		+2,8 %

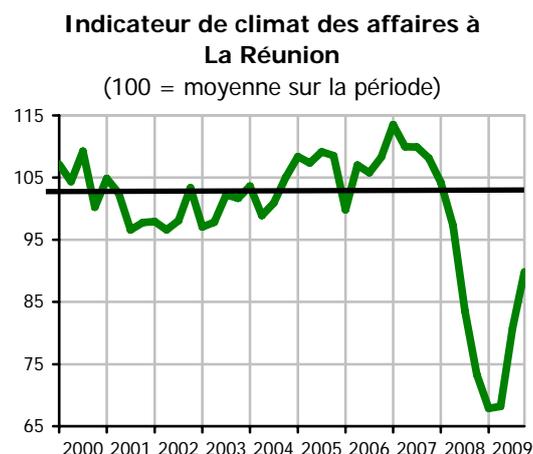
LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Banane (source : DRCCRF)	Expéditions de bananes (tonnes)	- octobre 2009	20 205	ns	+41,1%
		- cumul annuel	146 458		+24,4%
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- janvier 2010	136 881	+1,0 %	-3,3 %
		- cumul annuel	136 881		-3,3 %
Trafic Maritime (source : Dircilec)	Nombre de croisiéristes	- décembre 2009	16 286	+19,0 %	-17,1%
		- cumul annuel	61 046		-30,2%
Construction (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- janvier 2010	14 826	-6,3 %	-15,9 %
		- cumul annuel	14 826		-15,9 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- février 2010	624	-27,4 %	-31,0 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- février 2010	110	-34,5 %	-8,3 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)	- février 2010	1 762		-35,0 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Très faible amélioration de la conjoncture économique à la Réunion au 4^{ème} trimestre 2009

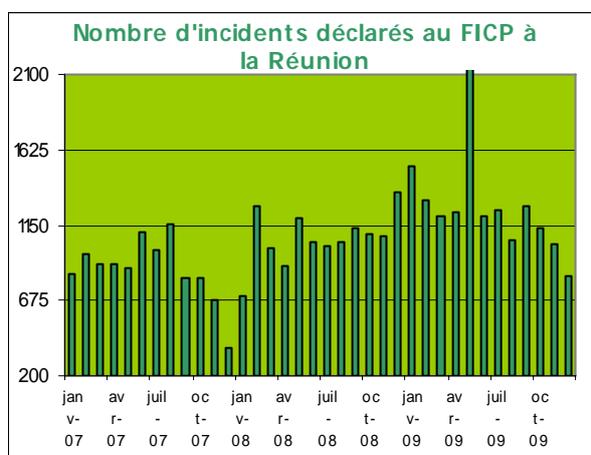
Dans un climat économique morose, la fin de l'année marque une amélioration de la conjoncture économique. Le solde d'opinion relatif à l'activité dépasse sa moyenne longue période, ce qui ne s'était plus réalisé depuis le deuxième trimestre 2008. L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit également en nette hausse, passant de 80,8 à 89,8 entre le troisième et le quatrième trimestre. Cette amélioration, due au jugement porté sur l'activité passée, l'investissement et les prix futurs, ne permet pas à l'ICA de retrouver sa moyenne de longue période, ce qui signale un courant d'affaires toujours faible. Après une fin d'année 2008 et un début d'année 2009 particulièrement difficiles pour l'économie réunionnaise, celle-ci semble avoir amorcé une remontée au regard de l'évolution des différents indicateurs économiques. Par ailleurs, la publication des décrets d'application de la LODEOM concernant le logement social et l'instauration des zones franches d'activités en décembre devrait apporter la stabilité législative attendue par les acteurs économiques. Toutefois, les incertitudes portant sur la réalisation du Tram-Train et la campagne électorale des régionales de mars peuvent apparaître comme des freins.



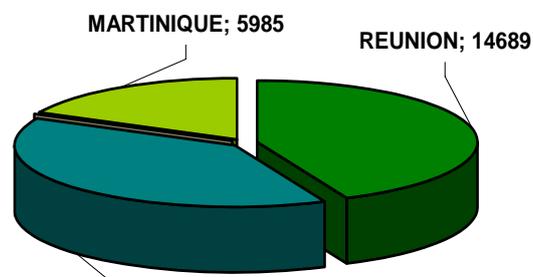
Source : enquête de conjoncture - IEDOM

Les incidents de paiement liés aux crédits progressent toujours

Le Fichier des Incidents de remboursement des Crédits aux Particuliers (FICP) recense les incidents de paiement liés aux crédits accordés à des personnes physiques pour des besoins non professionnels. A la Réunion, 15 195 incidents ont été recensés en 2009 contre 12 808 en 2008, soit + 18,6 %. Entre 2008 et 2007, la progression était supérieure (+ 22,7 %).



Répartition des incidents FICP de l'année 2009 par DOM



Dans les autres DOM, 13 152 incidents ont concerné la Guadeloupe en 2009 (+ 157,1 %), 5 985 la Martinique (- 53,3 %). Rapporté à la population, le nombre d'incidents apparaît moins important à la Réunion (19/1000 hab.) qu' en Guadeloupe (33 pour 1 000 hab.) mais plus qu'en Martinique (15/1000 hab.).

Au 31 décembre 2009, en stock, 3 291 inscriptions au FICP sont issues des dossiers de surendettement, soit 14,5 % de plus qu'il y a un an, contre 1 383 en Guadeloupe (- 1,8 %), 673 en Guyane (+ 4,8 %) et 997 en Martinique (+ 4,2 %). Le FICP peut être consulté par les établissements de crédit avant d'accorder un crédit ou à l'IEDOM par toute personne qui désire savoir si elle y est enregistrée et vérifier les informations qui la concernent. C'est le droit d'accès individuel qui a été utilisé par 4 815 personnes en 2009 à la Réunion.

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (INSEE)	Indice général des prix à la consommation-janvier 2010 Métropole et DOM – janvier 2010	123,4	+ 0,3 %	+0,3 % + 1,1 %
RMI (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO – février 2010 Cumul des prestations versées (millions d'€)	70 594 66,7	- 0,7 %	- 3,1 % + 1,1 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations – janvier 2010 (en cumul - millions d'€)	294	-	+ 6,2 %
	Exportations – janvier 2010 (en cumul - millions d'€)	15	-	- 18,1 %
	Taux de couverture	5,0 %	-	- 1,5 pt
Chômage DTEFP	Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A = cat 1+ cat 2+ cat 3 hors activité réduite) : janvier 2010	105 529	+ 4,3 %	+ 23,0 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic Maritime (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) décembre	287 829	- 23,7 %	- 1,4 %
	Cumul 2009	3 911 561	-	- 8,8 %
Trafic Aéroportuaire	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds janvier 2010	213 991	+ 15,3 %	+ 12,8 %
	Cumul		-	
Construction (CERBTP)	Importations de ciment – (millions d'euros) janvier 2010	4,0	+ 446,0	+ 33,1 %
	Importations de ciment – (milliers de tonnes) janvier 2010	57,5	+ 878,7 %	+ 18,1 %
	Effectifs salariés du BTP à fin janvier 2010	16 756	- 5,5 %	- 19,9%

Un avenant au protocole pour le soutien aux entreprises du transport de matériaux du BTP.

Dans un contexte de faiblesse de l'activité du secteur du Transport de matériaux, du Bâtiment et des Travaux Publics et de dégradation de la trésorerie en 2009, le protocole signé par l'Etat et les organismes professionnels, le 27 juillet 2009, relatif au dispositif de soutien aux entreprises affectées par la crise, a été aménagé. Grâce à un avenant signé le 5 février 2010, les entreprises pourront solliciter auprès de la commission d'examen individuel une demande d'étalement du paiement pour les dettes sociales et fiscales de l'année 2009 et du premier semestre 2010. De même, elles pourront, en matière de cotisations patronales de sécurité sociale antérieures à 2009, obtenir des plans d'étalement. A titre exceptionnel, ces plans pourront porter sur le montant prévisionnel des cotisations patronales pour le premier semestre 2010.

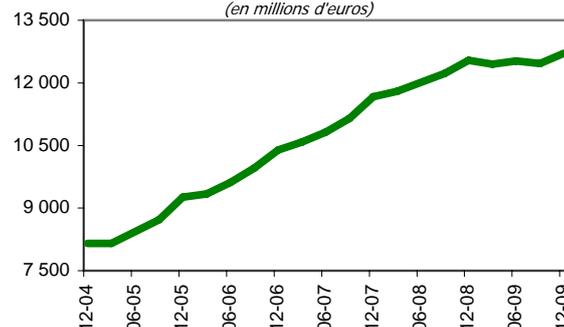
Au 9 février 2010, date de la dernière commission, 310 demandes ont été reçues. Parmi elles, 301 ont été examinées aboutissant à 243 propositions de plan de règlement, sous réserve toutefois de la régularisation des parts salariales postérieures au 31 mars 2009 pour 183 d'entre elles.

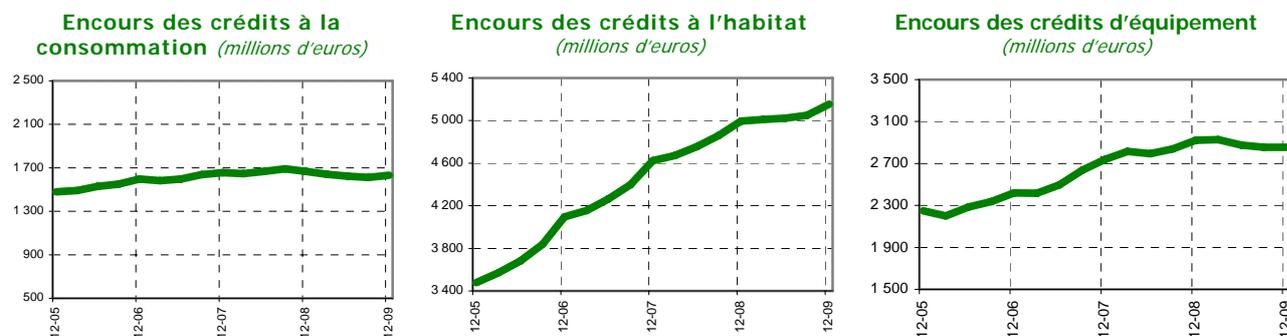
ACTIVITES FINANCIERES ET BANCAIRES

Une faible reprise des encours de crédits grâce aux ménages

Le quatrième trimestre de l'année 2009 enregistre une croissance de +1,9% des encours de crédits consentis par les établissements installés dans le département, après trois premiers trimestres relativement atones (-0,5% au troisième, +0,6% au deuxième et -0,7% au premier). Mesuré en glissement annuel, le rythme de croissance des encours de crédits continue néanmoins de ralentir à fin décembre 2009, s'établissant désormais à +1,3% sur douze mois. Il s'agit du plus faible taux de croissance en glissement annuel des encours de crédits à la clientèle enregistré depuis l'année 1995 faisant suite à la crise de 1993. La situation entre les divers compartiments du marché du crédit apparaît également contrastée, avec d'un côté, des financements consentis aux ménages relativement bien orientés, et de l'autre des financements aux entreprises encore atones.

Encours totaux des crédits octroyés
(en millions d'euros)





Le financement de l'habitat des ménages s'inscrit ainsi en hausse de +2,3% sur le quatrième trimestre 2009 (+96 millions d'€) après deux précédents trimestres difficiles (+0,4% entre juin et septembre 2009 et +0,9% au second trimestre). Cette reprise du marché du financement de l'immobilier peut néanmoins s'expliquer par le bouclage d'opérations de défiscalisation. Le financement de la consommation des ménages s'inscrit également en hausse de +1,3% au quatrième trimestre 2009, après cinq trimestres consécutifs de baisse des encours (-0,6 % au troisième trimestre 2009, -1,7% au deuxième et -1,6% au premier). Les encours de financement à la consommation des ménages s'inscrivent néanmoins encore en recul de -2,1% sur douze mois glissants (après -4,6% à la fin du trimestre précédent). Cette reprise traduit un frémissement de la consommation des ménages et notamment des ventes de véhicules automobiles au mois de décembre 2009.

Inversement, les crédits d'investissement consentis aux entreprises s'inscrivent une nouvelle fois en recul au quatrième trimestre (-0,1% après -0,7% entre juin et septembre 2009 et -1,7% entre mars et juin 2009). Cette atonie des encours des crédits à l'équipement des entreprises peut s'expliquer par l'absence de redressement des investissements des entreprises dans une conjoncture économique encore dégradée.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

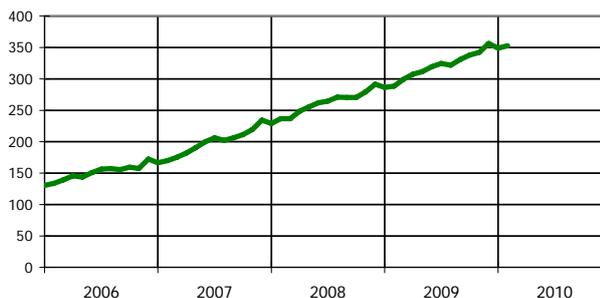
Les émissions nettes

Après avoir atteint 356 millions d'euros à fin 2009 à Mayotte (soit une croissance supérieure à 22 % sur un an), les émissions nettes de **billets**, en léger repli à fin janvier (350 millions d'euros soit -2 % sur le mois), repartent à la hausse et représentent 353 millions d'euros (+1 %) à fin février. Depuis le 1^{er} janvier 2002, quelque 6,8 millions de billets ont été mis en circulation par l'agence de l'IEDOM de Mayotte. La valeur moyenne du « billet » circulant à Mayotte est d'environ 52 €.

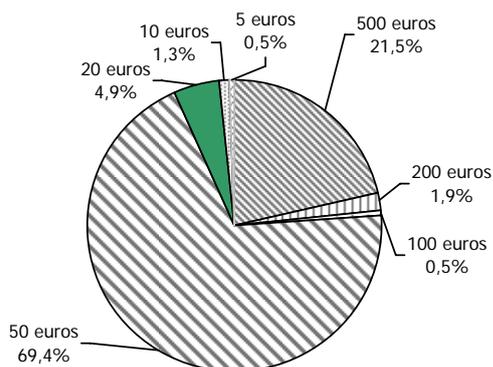
Après avoir culminé à 2,7 millions d'euros en avril 2009, puis sensiblement décliné par la suite, les émissions nettes de **monnaie métallique** s'élevaient à 2,5 millions d'euros à fin février 2010 pour un nombre de coupures en circulation de 19,6 millions. La répartition des coupures laisse toujours une part prépondérante aux monnaies divisionnaires. Parmi elles, les « pièces rouges » représentent environ 79 % des pièces émises en nombre et 14 % de leur valeur.

Émissions nettes cumulées de billets au 28 février 2010

en millions d'Euros



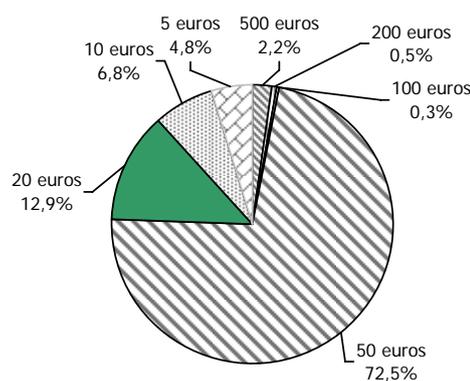
Répartition des billets en valeur



en nombre



Répartition des billets en volume

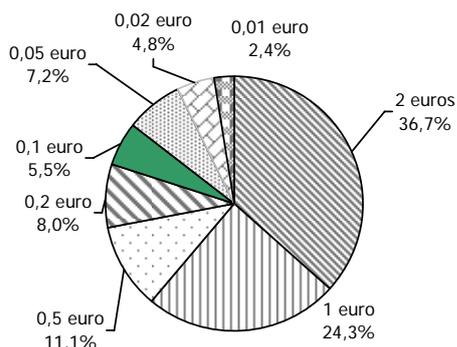


Émissions nettes cumulées de pièces au 28 février 2010

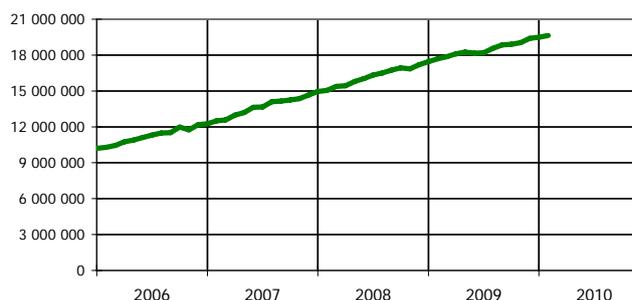
en milliers d'Euros



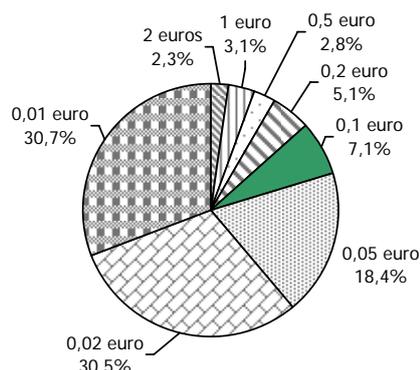
Répartition des pièces en valeur



en nombre



Répartition des pièces en volume



BRÈVES FINANCIÈRES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Changement de nom et de locaux pour l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs

Début février, l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs (ANT) - dont la mission est d'organiser les parcours de formation en métropole pour les demandeurs d'emploi ultramarins - est devenue l'Agence de l'Outre-mer pour la mobilité (ADOM). Installée à l'Espace Coralium à Kawéni, les missions de l'ADOM ont été élargies puisqu'elle récupère la compétence de la continuité territoriale et du passeport mobilité jusqu'ici exercée par le vice-rectorat.

Forum des études supérieures à Dombéni

1 723 élèves de terminales générales et technologiques ont participé au « Forum des études supérieures » organisé le 9 février à l'IFM à Dombéni. Ce forum visait à informer les élèves sur les formations post-bac existantes à Mayotte et sur les possibilités de partir étudier en métropole ou à La Réunion. A ce jour, quatre BTS, sept formations universitaires et des formations dans le domaine de la santé et du social sont proposées à Mayotte. De nombreux élèves seront toutefois amenés à partir puisque seules 135 places sont disponibles dans les quatre BTS et 240 dans les filières universitaires.

Résultats de l'enquête sur la formation professionnelle

Les résultats de l'enquête sur la cartographie de l'offre de formation - commandée par le Conseil général et Opcalia Mayotte, et réalisée par Amnyos Groupe - ont été présentés le 11 février. Cette étude met en avant le potentiel de développement du marché de la formation à Mayotte. Elle préconise de développer un partenariat entre les organismes et les institutions (Etat, Conseil général, vice-rectorat...), d'affiner la visibilité de l'offre, d'approcher de nouveaux publics et de poursuivre la professionnalisation des formateurs. Selon l'enquête, Mayotte compte une quarantaine d'organismes de formation. En 2008, quelque 2 millions d'heures de formation ont été dispensées et ont profité à 10 000 stagiaires.

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

En mission dans l'Océan indien, Jean-Pierre MICHAU, Conseiller du Gouverneur de la Banque de France pour la lutte anti-blanchiment, était à Mayotte du 12 au 16 février. A cette occasion, il a rencontré le Secrétaire général pour les affaires économiques et régionales, le Procureur de la République près le TPI, le Trésorier-payeur général, les responsables de la sécurité publique, de la Gendarmerie et des Douanes, et l'ensemble des établissements de crédit et assimilés de la place. M. Michau a notamment présenté les actualités dans la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et rappelé aux assujettis leurs obligations en matière de vigilance, de déclaration et de conservation des documents.

Création d'un établissement public foncier local

Le 15 février, le Conseil général de Mayotte a voté la création d'un établissement public foncier local. Cette structure, qui servira d'opérateur foncier aux collectivités publiques de Mayotte, sera chargée, pour le compte de ses membres ou de toute personne publique, de réaliser des acquisitions foncières afin, d'une part, de constituer des réserves foncières et, d'autre part, de réaliser des opérations d'aménagement.

Ouverture d'un atelier agroalimentaire à Coconi

Les travaux de construction étant achevés fin 2009, l'atelier agroalimentaire de Coconi, d'une superficie de 400 m², a été inauguré le 17 février. Il se divise en cinq zones destinées aux abattoirs, à la transformation des produits végétaux, à la fabrication de plats cuisinés, au conditionnement et au stockage. Cet atelier devrait également servir à la formation des élèves du lycée agricole de Coconi et à la formation continue des professionnels. La Préfecture de Mayotte s'est engagée à octroyer un million d'euros pour le fonctionnement de la structure.

Attribution de deux députés pour Mayotte

La loi n°2010-165 du 23 février 2010, ratifiant l'ordonnance n°2009-935 du 29 juillet 2009, portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés, a été publiée au Journal officiel du 24 février. Elle confirme un nouveau député de plus pour Mayotte avec la création de deux circonscriptions pour les élections législatives du 19 juin 2012 : l'une regroupe les cantons du Nord (Mamoudzou I et II, Koungou, Dzaoudzi-Labattoir, Pamandzi, Bandraboua, Mtzamboro, Acoua et Mtsangamouji), l'autre les cantons du Sud (Mamoudzou III, Tsingoni, Chiconi, Sada, Ouangani, Chirongui, Bouéni, Kani-Kéli, Bandrélé et Dombéni).

Signature d'une convention destinée à la promotion touristique de l'île

Le 25 février, à l'occasion de la présentation des conclusions des Assises du tourisme de l'Outre-mer, le Préfet de Mayotte a signé une convention opérationnelle permettant à Atout France (agence publique de développement et d'ingénierie touristique française) d'engager un processus de promotion de la destination Mayotte et de démarchage des grandes chaînes hôtelières pour la réalisation d'investissements hôteliers. La principale mission d'Atout France est la promotion de la destination France. Dans le cadre des Assises du tourisme de l'Outre-mer, elle a produit un rapport intermédiaire sur l'état du secteur à Mayotte.

LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		janv.-10	109,5	0,0%	0,6%
Chômage (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi		déc.-09	12 585	25,4%	-
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (milliers d'euros)	mensuelles	déc.-09	30 113	3,7%	-16,3%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	déc.-09	355 110 184	-	-5,4%
	Exportations (milliers d'euros)	mensuelles	déc.-09	585	56,1%	-16,3%
		cumulées	déc.-09	5 545 562	-	-5,4%
	Taux de couverture en valeur	mensuels	déc.-09	1,94%	0,65 pt	1,12 pt
		cumulés	déc.-09	1,56%	1,56 pt	0,14 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aérien (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	déc.-09	481	22,4%	29,0%
		cumulés	déc.-09	4 835	-	14,4%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	déc.-09	25 180	11,8%	5,7%
		cumulés	déc.-09	256 379	-	3,5%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	déc.-09	61,1	-100,0%	103,4%
		cumulés	déc.-09	438,0	-	19,0%
Trafic maritime de marchandises (Source : Douanes)	Mouvements de navires ⁽¹⁾	mensuels	déc.-09	-	-	-
	(Port de Longoni uniquement)	cumulés	déc.-09	-	-	-
	Tonnage débarqué ⁽²⁾ (hydrocarbures compris)	mensuels	déc.-09	-	-	-
		cumulés	déc.-08	-	-	-
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	déc.-09	7 302	-13,5%	6,5%
		cumulées	déc.-09	95 742	-	-21,5%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		déc.-09	35 324	0,8%	5,2%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	déc.-09	19 369	3,2%	38,9%
		cumulées	déc.-09	219 622	-	16,6%
Ylang-ylang (Source : Douanes)	Exportations :					
	- volume (en tonnes)	mensuels	déc.-09	0,0	-	-100,0%
		cumulés	déc.-09	2,1	-	-67,8%
	- valeur (en milliers d'euros)	mensuelles	déc.-09	0,0	-	-
		cumulées	déc.-09	156,4	-	-74,4%
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	févr.-10	63	0,0%	-14,9%
		cumulés	févr.-10	126	-	-11,3%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	févr.-10	16	-44,8%	60,0%
		cumulés	févr.-10	45	-	80,0%
Vanille (Source : Douanes)	Exportations :					
	- volume (en kg)	mensuels	déc.-09	0,0	-	-
		cumulés	déc.-09	0,0	-	-
	- valeur (en euros)	mensuelles	déc.-09	0,0	-	-
		cumulées	déc.-09	0,0	-	-

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)				
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR février 2010			
Novembre	Décembre	Janvier	Février	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3585%	0,3476%	0,3462%	0,3346%	0,4210%	0,6610%	0,9640%	1,2250%

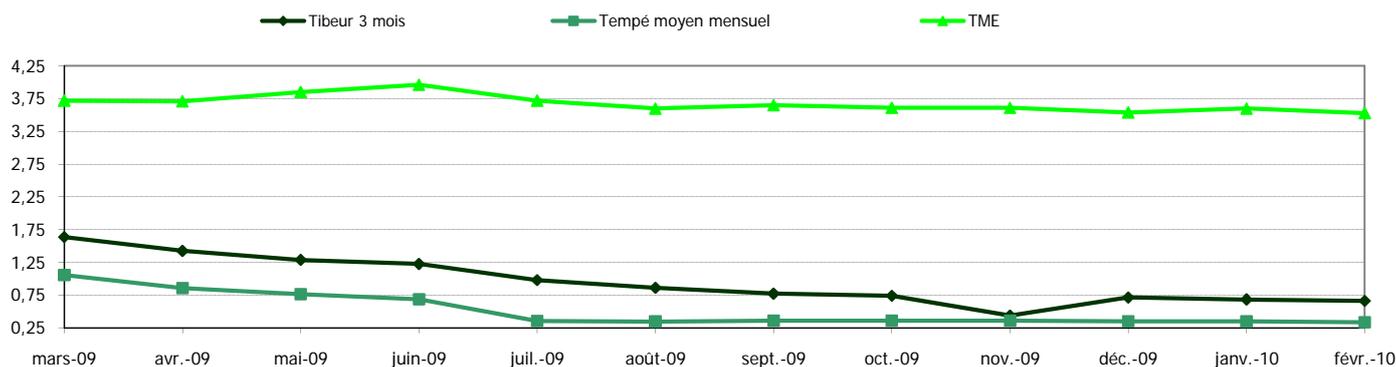
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Novembre	Décembre	Janvier	Février	Novembre	Décembre	Janvier	février
3,61%	3,54%	3,60%	3,53%	3,81%	3,74%	3,80%	3,73%

Taux de l'usure (applicable à partir du premier trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		6,57%			
Prêts à taux variable		5,92%			
Prêts relais		6,40%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,45%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,71%	Découverts en compte (1)		13,21%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,88%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

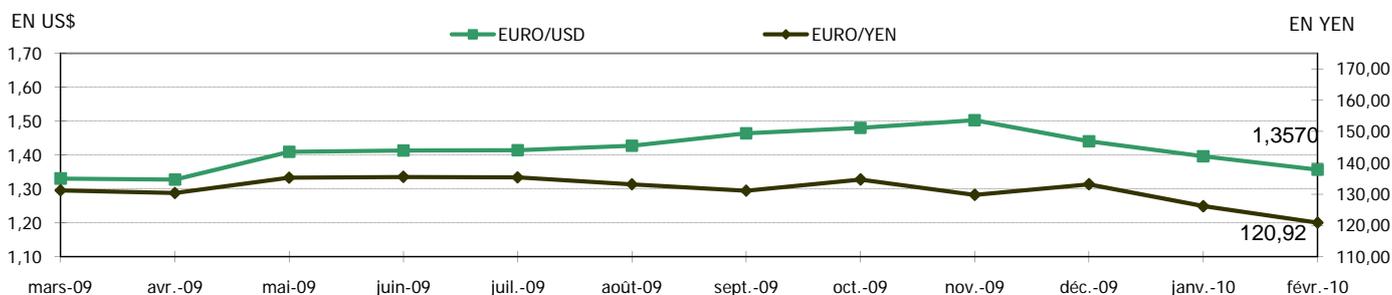
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3570	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,5049	EURO/SRD (Surinam)	3,72550
EURO/JPY (Japon)	120,9200	EURO/BWP (Botswana)	9,49830	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,42940
EURO/CAD (Canada)	1,4354	EURO/SCR (Seychelles)	15,6733	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,8931
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,89270	EURO/MUR (Maurice)	41,7369	EURO/BBD (La Barbade)	2,71440
EURO/SGD (Singapour)	1,9090	EURO/BRL (Brésil)	2,4719	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,61820
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5336	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,53700	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2976,55	EURO/XCD (Dominique)	3,6644	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK